

Covid-19 : après une semaine de tolérance, «3,5 millions» de Français vont perdre leur passe vaccinal

Par [Le Figaro](#)

Publié il y a 3 heures,

Mis à jour il y a 21 minutes



La semaine dernière, le ministère estimait que moins de «4 millions» de personnes perdraient leur passe vaccinal au 15 février. *ERIC GAILLARD / REUTERS*

Le délai accordé aux retardataires prend fin. «On ne relâche pas la garde, on continue le combat», a promis le ministère de la Santé lors d'un point presse, mardi.

Les retardataires avaient obtenu une «*période de tolérance*» d'une semaine. Mais, lors d'un point presse, ce mardi, le ministère des Solidarités et de la Santé a indiqué que «*3,5 millions de personnes vont perdre leur passe aujourd'hui ou demain*», faute d'avoir reçu une dose de rappel dans le délai maximum de quatre mois après la dernière injection.

La semaine dernière, le ministère estimait que moins de «4 millions» de personnes perdraient leur passe vaccinal au 15 février. Depuis, «*il y a eu 200.000 personnes éligibles en plus, portant le chiffre à 4,2 millions de personnes, dont 700.000 ont fait leur rappel, ce qui fait 3,5 millions de personnes qui vont perdre leur passe aujourd'hui ou demain*», a détaillé un représentant du ministère.

À VOIR AUSSI - Charge hospitalière, taux d'incidence... Olivier Véran détaille les critères requis pour une levée du passe vaccinal

«*C'est notre estimation à aujourd'hui*», a-t-on ajouté, précisant que la perte du passe était «*réversible*» : une personne souhaitant recevoir sa dose de rappel pourra le faire et retrouver son passe validé rapidement. Au 15 février, selon les chiffres de Santé publique France, les taux de couverture variaient selon les classes

d'âge, de 68,8% pour les 18-24 ans à 92,5% pour les 70-74 ans. En outre, 84% des professionnels exerçant en Ehpad et USLD (unités de soins longue durée), de même que 89% des libéraux et 83% des salariés en établissements de santé avaient reçu leur dose supplémentaire.

L'avenir du passe vaccinal est cependant incertain, plusieurs voix, au sein de l'exécutif, tablent sur une suppression prochaine du dispositif, alors que la vague Omicron recule. Au Sénat, mardi matin, Olivier Véran a listé plusieurs critères pour le supprimer, dont une baisse du nombre de personnes en réanimation à «1500» patients Covid et une dynamique épidémique en baisse - avec un facteur R «*durablement inférieur à 1*». Le taux d'incidence devrait être «*entre 300 et 500 maximum*», également.

Encore un retard important chez les enfants et les femmes enceintes

Interrogé, le ministère de la Santé assure vouloir poursuivre la mobilisation pour la campagne vaccinale, alors que le nombre d'injections quotidiennes s'est effondré lors de la vague Omicron. Les nombreuses contaminations enregistrées depuis mi-novembre ont repoussé la date de vaccination de millions de Français, et, depuis l'annonce de la règle «une infection = une injection» par Olivier Véran, nombre d'entre eux n'ont plus besoin de recevoir une dose de rappel. «*On ne relâche pas la garde, on continue le combat sur les primo-vaccinations, alors qu'il reste encore 4,1 millions de personnes non vaccinées*», a-t-on promis.

À VOIR AUSSI - Covid-19: la levée du passe vaccinal «*n'est pas une décision politique*», assure Olivier Véran

De même, d'importants retards ont été notés au sein de deux populations. D'abord, la vaccination pédiatrique patine visiblement : seuls 275.000 enfants - «*un peu moins de 5% des 5-11 ans*» - ont reçu au moins une dose de vaccin, à ce jour. Un résultat décevant, largement inférieur à celui de nos voisins européens. Malgré les changements et les efforts, le taux ne décolle pas.

Ensuite, la vaccination est aussi jugée insuffisante chez les femmes enceintes : «*environ 30% des femmes enceintes ne sont pas vaccinées du tout, ce qui est moins que chez les femmes du même âge*», a noté avec inquiétude le professeur Alain Fischer lors du point presse. «*Cette vaccination est légitime, efficace et sûre [...]. Il n'y a aucun risque de complication*», tant pour la mère que pour l'enfant, a martelé une nouvelle fois le président du Conseil d'orientation de la stratégie vaccinale (COSV). Pointant du doigt une couverture vaccinale «*insuffisante*», le scientifique a regretté une «*réticence qui persiste*», alimentée parfois par la méfiance des professionnels de santé qui accompagnent les femmes enceintes. «*Ce n'est absolument pas justifié*», a-t-il déclaré.

Un DGS urgent a été transmis peu après le point presse aux professionnels de santé, afin de dynamiser la campagne au sein de cette population. Il souligne l'intérêt de la vaccination pour les femmes enceintes, et appelle les soignants aux côtés de ces personnes à les «*sensibiliser à la vaccination avant et tout au long du suivi de la grossesse*». Leurs proches doivent aussi être sensibilisés, et il est demandé de «*proposer systématiquement la vaccination aux femmes enceintes et aux femmes ayant un désir de grossesse*».